

Lomé / 3<sup>e</sup> édition « Di-kéti » 2026

## Un levier entrepreneurial togolais

Chefs de PME, dirigeants de PMI, femmes du secteur informel, jeunes entrepreneurs et porteurs de projets ont investi la Maison des Jeunes d'Amadahomé avec une même volonté : apprendre à mieux gérer, développer et pérenniser leurs activités dans un contexte économique en constante évolution. Ils ont pris part, ce 03 juillet à la Maison des Jeunes à Amadahomé à Lomé, au grand rendez-vous entrepreneurial togolais dénommé « Di-kéti ». ...



PAGE 11

### PROTECTION CIVILE



**Fortes pluies du 28 et 29 juin dans le Golfe de Guinée**

### 5 décès et d'importants dégâts matériels

Quelques jours après les fortes pluies qui se sont abattues sur les pays du Golfe de Guinée, le gouvernement togolais a dressé un bilan suite au déploiement du Plan d'organisation de la réponse de la sécurité civile (Plan Orsec) dans les régions Maritime, Plateaux, Centrale ...

PAGE 11

### TRANSPORT AÉRIEN



Afrique de l'Ouest

### Le Togo réduit les frais d'entrée pour les compagnies aériennes

Le Togo a annoncé une réduction spectaculaire des frais d'entrée sur son marché aérien. Cette mesure a été présentée en marge de la première réunion du Comité de supervision économique du transport aérien de la Cédéao (ECATEOC), tenue les 2 et 3 juillet 2026 ...

PAGE 5

### SPORT

Championnat Afrique de l'ouest d'aviron

### Le Togo rafle 26 médailles

Le Togo marque sa supériorité dans le Championnat régional d'Afrique de l'Ouest d'aviron. Déroulée du 24 au 29 juin ...

PAGE 10



### Promotion de la paix

## Julius Maada Bio salue le rôle stratégique de Faure Gnassingbé

### ► Une diplomatie africaine structurante et visionnaire

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le 03 juillet 2026, le président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

PAGE 3

### DERNIERES HEURES

#### N'Djamena : le Togo invité au Forum de l'eau

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu, le 3 juillet 2026, la ministre déléguée tchadienne des Affaires étrangères, Fatime Aldjineh Garfa, porteuse d'un message du président Mahamat Idriss Déby Itno.

Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale, l'intégration africaine et le développement du secteur de l'eau. L'émissaire tchadienne a également remis une invitation officielle au Togo pour le Forum africain de l'eau, prévu les 15 et 16 juillet 2026 à N'Djamena.

Inscrit dans la dynamique de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ce rendez-vous continental vise à mobiliser les dirigeants et partenaires autour des investissements dans les infrastructures hydrauliques.

Cette rencontre illustre la volonté du Togo et du Tchad de consolider leur partenariat politique et de promouvoir des initiatives communes en faveur du développement durable de l'Afrique.

### Développement

## Le Togo entre dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire

Le Togo vient d'atteindre un jalon majeur de son développement économique. En intégrant officiellement, le 1er juillet 2026, la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure selon la Banque mondiale, le Togo envoie un signal fort à ses partenaires économiques et financiers. Cette évolution intervient dans un contexte de croissance ...



PAGE 5



SOMMAIRE

AES/CPI  
L'AES claque la porte de La Haye

P 9

Championnat Afrique de l'ouest d'aviron  
Le Togo raffle 26 médailles

P 10

Fortes pluies du 28 et 29 juin dans le Golfe de Guinée  
5 décès et d'importants dégâts, selon le bilan officiel du gouvernement togolais

P 11

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

## "Le FNFI m'a véritablement donné un coup d'accélérateur à pouvoir prendre en mains mon destin" Sotowou Chantal, bénéficiaire PAS-APSEF du FNFI

**Echos des bénéficiaires des produits FNFI reste encore ce vendredi à Atakpamé dans la région des plateaux pour partager avec vous chers lecteurs les témoignages d'une bénéficiaire qui maîtrise assez bien les rouages de la finance inclusive. Après avoir obtenu avec succès tous les 4 paliers du crédit générique APSEF, crédit qui lui a permis de démarrer son activité de vente de produits alimentaires et divers, SOTOWOU Chantal, 43 ans, bénéficie actuellement d'un crédit de 100.000 FCFA qui équivaut au Produit d'Accompagnement Spécial (PAS-APSEF), crédit qui lui permet de consolider son activité qui dégage actuellement assez de revenus selon ses témoignages. Entretien avec notre heureuse bénéficiaire.**

Sotowou Chantal a débuté son activité de vente de produits alimentaires à petite échelle grâce aux 4 cycles du crédit APSEF, qu'elle a obtenu grâce à l'accompagnement de COOPEC ILEMA, une institution de microfinance partenaire du FNFI dans la région des plateaux. Ces 4 crédits lui ont donc permis de se lancer

dans la commercialisation des produits alimentaires de première nécessité. Très vite, après avoir remboursé en intégralité ces 4 cycles de crédits, notre interlocutrice

d'alimentation générale à proprement parler. " J'étais déjà au courant de l'existence du PAS APSEF qui était sensé nous soutenir à pouvoir passer

au crédit PAS APSEF. Vu que j'avais honoré mes engagements vis-à-vis des remboursements de mes crédits précédents, je réunissais alors toutes les

antérieures de pouvoir louer ce petit kiosque et de pouvoir renforcer mon activité de vente de produits d'alimentation générale. Actuellement dans mon kiosque, on y trouve un peu de tout, du riz jusqu'aux bouteilles d'huile, en passant par les épices et les paquets de pâtes alimentaires. Le FNFI m'a véritablement donné un bon en avant, un coup d'accélérateur à pouvoir prendre en mains mon destin." Sotowou Chantal réalise enfin son rêve de devenir une grande commerçante dans sa ville natale, et sa réussite est une succes storie d'autant plus qu'elle fait office de modèle pour les plus jeunes dans sa région. " Aujourd'hui, je ne me considère pas comme celle qui a atteint le plus haut niveau de bonheur, mais je me dis que j'ai réussi, car quand je regarde le chemin que j'ai parcouru, en passant par où j'ai quitté et où je suis actuellement, je me dis que j'ai tenu grâce à la détermination et à l'abnégation. Et comme le dit si bien le dicton, la réussite se trouve au bout de l'effort".



Sotowou Chantal

voit son activité prendre un certain envol qu'elle ne peut s'empêcher de viser loin, de passer à échelle son activité génératrice de revenus. Pour elle, il était alors venu le moment d'ouvrir un kiosque

à échelle l'exercice de nos activités génératrices de revenus. Ainsi donc je suis tout simplement parti revoir mon institution de microfinance pour voir à quelles autres conditions je pouvais être éligible

conditions pour obtenir le crédit. C'est ainsi qu'après un petit processus de formation, je suis rentrée en possession d'un crédit de 100.000 FCFA qui m'a permis avec mes économies

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley

Responsable web :  
Carlos Amevor

Comité de rédaction :  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
Amah Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## Promotion de la paix

## Julius Maada Bio salue le rôle stratégique de Faure Gnassingbé

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le 03 juillet 2026, le président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Les deux dirigeants ont eu un tête-à-tête en marge des travaux de la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance politique africaine (APA). Lors de leur entretien, ils ont échangé sur des sujets

d'intérêt commun. Ils ont réaffirmé leur volonté de dynamiser la coopération bilatérale, notamment dans les domaines politique, économique, portuaire, logistique et sécuritaire, au bénéfice des peuples togolais et sierra-léonais.

Faure Essozimna Gnassingbé et Julius Maada Bio ont également abordé des sujets liés à la Conférence ministérielle extraordinaire l'APA, consacrée aux impacts de la crise au Moyen-Orient sur les économies africaines.



Faure Gnassingbé (à droite) et Julius Maada Bio (Crédit photo : Présidence du Conseil)

Les questions relatives à la paix et à la sécurité dans la sous-région ont été

passées en revue. Face aux défis persistants liés au terrorisme et à l'extrémisme

violent, les deux présidents ont souligné l'urgence d'une coopération renforcée et d'une action collective coordonnée pour préserver la stabilité régionale.

Le président Julius Maada Bio a salué le rôle stratégique du président du Conseil dans la promotion de la paix dans la sous-région et sur le continent. Pour rappel, la dernière visite du président sierra-léonais au Togo remonte au 08 août 2025.

**Edem Dadzie**

## Conférence de l'APA

## Faure Gnassingbé, artisan d'une diplomatie africaine structurante et visionnaire

À Lomé, la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance politique africaine (APA) consacrée à la crise du Moyen-Orient a offert une nouvelle illustration de la montée en puissance d'une diplomatie togolaise fondée sur la constance, la méthode et la projection stratégique. À travers l'impulsion et la présidence de Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo s'impose désormais comme un acteur central de la structuration d'une réponse africaine coordonnée face aux grandes crises internationales.

Dans un environnement mondial marqué par la multiplication des tensions géopolitiques et l'intensification des effets de contagion économique, la capacité à organiser des espaces de dialogue crédibles devient un enjeu stratégique majeur. C'est précisément sur ce terrain que s'illustre l'action du président du Conseil togolais, dont l'approche repose sur une vision de long terme : transformer la fragmentation diplomatique africaine en une architecture cohérente de concertation et d'anticipation.

La conférence de Lomé met en lumière cette orientation avec une clarté particulière. En réunissant des dirigeants africains, des représentants de l'Union africaine, des partenaires internationaux et des acteurs du Moyen-Orient autour d'une réflexion structurée sur les impacts systémiques de la crise au Moyen-Orient, le

Togo confirme sa capacité à installer durablement des cadres de dialogue de haut niveau sur des enjeux globaux.

L'intervention de Faure Gnassingbé s'inscrit dans une logique de lucidité stratégique. En rappelant que les crises internationales ne sont plus isolées mais interconnectées, il replace l'Afrique au cœur des dynamiques globales non pas comme simple zone d'impact, mais comme

démarche de structuration institutionnelle progressive. Elle vise à doter le continent d'un cadre permanent de concertation politique, capable de réduire les divergences d'approche et de favoriser l'émergence de positions africaines communes sur les grandes questions internationales.

Cette initiative témoigne d'une vision diplomatique qui dépasse la gestion conjoncturelle des crises. Elle repose sur l'idée que la puissance africaine se

en exercice de la Cédéao, Julius Maada Bio, vient confirmer la pertinence de cette approche. Le soutien à la dynamique portée par le Togo traduit une adhésion croissante à l'idée d'une Afrique plus unie dans l'analyse et la gestion des crises globales.

Ainsi, l'action de Faure Essozimna Gnassingbé s'inscrit dans une dynamique plus large de recomposition de la diplomatie africaine. Elle se caractérise par une volonté de dépasser les logiques fragmentées pour construire des mécanismes durables de coordination, capables de renforcer la résilience du continent face aux chocs externes.

À travers cette orientation, le président du Conseil togolais apparaît comme un acteur déterminant dans l'émergence d'une diplomatie africaine plus structurée, plus anticipative et davantage orientée vers la construction de réponses collectives. Une diplomatie qui, loin de se limiter à la réaction, ambitionne désormais d'organiser la capacité du continent à penser et à peser dans les équilibres internationaux. Lomé, carrefour d'une Afrique qui cherche à peser : immersion dans une diplomatie en mutation

Dans une capitale ouest-africaine où les rythmes semblent d'ordinaire éloignés des grandes turbulences du monde, une autre scène se joue, plus feutrée, mais politiquement chargée. À

Lomé, le 3 juillet 2026, la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance politique africaine (APA) a réuni diplomates, responsables politiques et partenaires internationaux autour d'une question devenue incontournable pour le continent : comment répondre aux crises qui se jouent loin de l'Afrique, mais dont les effets s'y déversent avec une intensité croissante ?

Dans les couloirs feutrés des discussions, un constat revient avec insistance : la crise du Moyen-Orient n'est plus une affaire régionale. Elle s'invite dans les marchés africains, traverse les ports, fragilise les budgets publics et reconfigure les équilibres sociaux. Le pétrole fluctue, les coûts du transport maritime s'envolent, les chaînes d'approvisionnement se tendent. À distance des zones de conflit, l'Afrique en ressent pourtant chaque secousse.

C'est dans ce contexte que Lomé s'impose, le temps d'une conférence, comme un point de convergence diplomatique. Autour du thème, « L'Afrique face à la crise du Moyen-Orient : impacts, défis et réponses stratégiques », les échanges dépassent rapidement le registre des constats pour entrer dans celui des choix politiques.

Comment anticiper des chocs qui ne préviennent plus ? Comment organiser une réponse collective ...

**Suite à la page 4**



Faure Gnassingbé (Crédit photo : Présidence du Conseil)

acteur devant développer ses propres instruments d'analyse, de prévention et de réponse. Cette posture traduit une compréhension fine des mutations contemporaines du système international.

Au-delà du diagnostic, le leadership du président du Conseil se distingue par sa capacité à proposer une méthode. La promotion de l'Alliance politique africaine, initiée par le Togo en 2023, s'inscrit dans cette

construit par la coordination, la stabilité des cadres de dialogue et la continuité des échanges politiques entre États. Dans cette perspective, Lomé devient progressivement un point d'ancrage diplomatique, où se consolide une culture africaine de la concertation stratégique.

La reconnaissance exprimée par plusieurs acteurs présents à la conférence, dont le président de la Sierra Leone et président

## Conférence de l'APA

Suite de la page 3

## Faure Gnassingbé, artisan d'une diplomatie africaine structurante et visionnaire

... dans un continent encore marqué par la fragmentation de ses positions internationales ?

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, ouvre les travaux avec une tonalité qui donne le cadre : celui d'une lecture systémique des crises. Dans son intervention, il insiste sur une idée simple mais lourde de conséquences : ce qui se joue au Moyen-Orient n'est pas extérieur à l'Afrique. Les crises énergétiques, alimentaires et logistiques forment désormais un même enchevêtrement. L'Afrique, dit-il en substance, n'est plus spectatrice de ces déséquilibres, elle en est partie prenante. Dans cette salle où se croisent diplomates

africains, représentants de l'Union africaine et partenaires internationaux, une autre conviction s'installe progressivement : la réponse ne peut plus être uniquement nationale. Elle doit être pensée à l'échelle continentale. C'est là que se dessine l'ambition portée par le Togo depuis plusieurs années, celle de faire de Lomé un espace de coordination politique et non un simple lieu de rencontres diplomatiques.

Le président du Conseil insiste sur trois lignes de force qui structurent désormais la réflexion africaine : l'anticipation des crises, la construction de la résilience et la recherche d'une voix commune sur la scène internationale. Derrière ces mots, une

réalité plus concrète se dessine : celle d'un continent confronté à des vulnérabilités structurelles (dépendance énergétique, fragilité logistique, insécurité alimentaire) que les chocs extérieurs ne font qu'exposer davantage.

Dans les échanges, un autre nom revient avec constance, celui de Julius Maada Bio, président de la Sierra Leone et président en exercice de la Cédéao. Sa présence donne à la rencontre une dimension régionale plus large. Il salue l'initiative togolaise et rappelle une ligne de fond : dans un monde où les rapports de force se recomposent, l'Afrique ne pourra compter que sur elle-même pour définir ses priorités et défendre ses

intérêts.

Au fil des discussions, l'Alliance politique africaine apparaît moins comme un cadre institutionnel que comme un laboratoire politique. Créée en 2023 à l'initiative du Togo, elle tente de combler un vide ancien : celui d'un espace régulier où les États africains peuvent confronter leurs analyses des crises internationales et, surtout, construire des positions communes.

Dans les couloirs, entre deux sessions, certains diplomates parlent d'un basculement progressif. Celui d'une Afrique qui ne veut plus seulement réagir aux crises, mais tenter de les lire avant qu'elles ne produisent leurs effets. Une Afrique qui cherche à transformer

sa fragmentation en coordination, et sa dépendance aux chocs externes en capacité d'anticipation collective.

À la fin de la journée, une impression domine : celle d'un continent qui, par touches successives, tente de s'organiser dans un monde où les crises ne respectent plus les frontières. Et dans cette architecture encore en construction, Lomé apparaît, le temps d'une conférence, comme un lieu où se teste une idée simple mais ambitieuse : celle d'une Afrique qui cherche à penser ses propres réponses, avant que d'autres ne les définissent à sa place.

La rédaction

### Afrique Moyen-Orient

## Vers la mise en place d'un cadre de dialogue stratégique

Les délégations présentes à la réunion de l'Alliance politique africaine (APA) samedi dernier à Lomé, ont rendu publique une déclaration.

Celles-ci forment le vœu que les efforts de dialogue, de médiation et de coopération, encouragés par la présente déclaration, contribueront à faire émerger des formes de coexistence davantage empreintes

de confiance mutuelle, de compréhension réciproque, de respect, de solidarité, et de responsabilité partagée au service du bien commun, de la stabilité internationale et de la paix durable.

Les participants ont décidé de poursuivre les consultations et de rester saisis de l'évolution de la crise au Moyen-



Vue partielle des participants (Crédit photo : diplomatie.gouv.tg)

Orient, ainsi que ses implications économiques et sécuritaires pour le continent africain. Ils conviennent d'œuvrer à la mise en place d'un cadre

de dialogue stratégique Afrique-Moyen-Orient en vue de favoriser un dialogue régulier et des consultations sur des questions d'intérêt commun, notamment, celles relatives à la paix, à la sécurité, au développement économique, et à la stabilité régionale ; afin de renforcer la compréhension mutuelle, la confiance et la coopération entre les deux régions.

TM

En un clic,  
payez votre  
**TVM**  
par

**Money**

sur l'application  
**OTR TVM**  
Disponible sur Google Play

**OTR**

FEDERER POUR BATIR  
 www.otr.tg

## Développement

## Le Togo entre dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire

**Le Togo vient d'atteindre un jalon majeur de son développement économique. En intégrant officiellement, le 1er juillet 2026, la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure selon la Banque mondiale, le Togo envoie un signal fort à ses partenaires économiques et financiers. Cette évolution intervient dans un contexte de croissance soutenue, de réformes structurelles et de diversification progressive de l'économie. Si ce nouveau statut ne transformera pas immédiatement le quotidien des populations, il constitue néanmoins une étape importante dans le parcours économique du pays et ouvre de nouvelles perspectives de financement et d'investissement.**

Les dernières données publiées par l'Institut national de la statistique (Inseed) illustrent la bonne tenue de l'économie togolaise. En 2025, le Produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 6,3 %, après une hausse de 6,5 % en 2024 et de 6,2 % en 2023. Cette stabilité sur 3 années consécutives témoigne d'une dynamique économique solide.

Le PIB nominal atteint désormais 6 919,1 milliards de FCFA, tandis que le PIB par habitant avoisine 1 400 dollars. Au quatrième trimestre 2025, la croissance a même accéléré à 8 % en glissement annuel, portée par l'ensemble des secteurs d'activité.

Le secteur tertiaire demeure le principal moteur de cette performance avec une

progression de 7 %. Le secteur secondaire affiche également une forte accélération (+7,5 %), soutenue notamment par la construction (+16,9 %) et la fabrication de matériaux de construction (+27,4 %). Quant au secteur primaire, malgré un léger ralentissement, il reste résilient avec une croissance de 4,2 %.

Depuis 2020, le Togo n'a enregistré aucune année de croissance négative, y compris durant la crise sanitaire liée à la Covid-19, période au cours de laquelle son économie avait continué à progresser de 2,2 %.

#### Pourquoi la Banque mondiale a reclassé le Togo

Chaque année, la Banque mondiale classe 218 économies en fonction de leur revenu national brut (RNB) par habitant, calculé selon la méthode Atlas. 4 catégories sont retenues : revenu faible, revenu intermédiaire inférieur, revenu intermédiaire supérieur et revenu élevé.

Dans la mise à jour publiée le 1er juillet 2026, 6 pays ont changé de catégorie. Le Togo est le seul à quitter le groupe des pays à faible revenu pour rejoindre celui des économies à revenu intermédiaire inférieur.

Cette évolution résulte d'abord d'une croissance économique régulière, estimée autour de 6 % en 2025 par le Fonds monétaire international. Elle est également liée aux résultats détaillés du recensement général de la population de 2022. Ceux-ci ont conduit la Banque mondiale à réviser

à la baisse de 11,7 % ses estimations démographiques du Togo. Avec une population moins importante que prévu, le revenu moyen par habitant progresse mécaniquement. Les variations favorables des taux de change ont également contribué à cette évolution.

#### Une meilleure crédibilité auprès des investisseurs

Ce reclassement constitue avant tout un puissant signal de confiance. Les classifications de la Banque mondiale servent de référence aux investisseurs internationaux, aux agences de notation et aux bailleurs de fonds pour apprécier le niveau de développement d'un pays. Le Togo rejoint désormais plusieurs économies de Uemoa, notamment la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin. Cette nouvelle position devrait renforcer son attractivité auprès des investisseurs privés en améliorant la perception de son risque économique.

Elle pourrait également faciliter la mobilisation de financements plus diversifiés pour accompagner les projets d'infrastructures, d'industrialisation, d'énergie ou encore de transformation numérique.

#### Les financements concessionnels restent accessibles

L'une des principales interrogations porte sur l'accès futur aux financements concessionnels accordés aux pays les moins avancés. À court terme, les autorités comme les institutions financières internationales

se montrent rassurantes. Le reclassement ne remet pas automatiquement en cause l'éligibilité du Togo aux ressources de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, ni aux mécanismes concessionnels du Fonds monétaire international ou de la Banque africaine de développement. Les expériences de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Bénin montrent qu'une telle transition s'effectue progressivement. Ces pays



Port autonome de Lomé

continuent de bénéficier de financements préférentiels tout en ayant accès à de nouvelles sources de financement sur les marchés internationaux.

Le Togo devrait ainsi disposer d'une palette plus large d'instruments financiers pour soutenir ses investissements publics et accompagner son développement.

#### Transformer la performance économique en progrès social

Cette évolution constitue une reconnaissance des réformes engagées depuis plusieurs années. Toutefois, elle ne modifie pas instantanément les conditions de vie des populations. Le reclassement ne crée pas automatiquement

des emplois, n'augmente pas les salaires et ne réduit pas, à lui seul, la pauvreté.

Le véritable enjeu consiste désormais à transformer cette crédibilité renforcée en résultats concrets pour les ménages. La future Feuille de route gouvernementale 2026-2031 devra notamment accélérer l'industrialisation, soutenir davantage le secteur privé, renforcer la création d'emplois qualifiés et améliorer les revenus des populations.

Le défi est également d'éviter

ce que les économistes appellent la « trappe à revenu intermédiaire », situation dans laquelle certains pays cessent de progresser après avoir atteint ce niveau de développement.

En consolidant la diversification de son économie, en améliorant sa productivité et en poursuivant les réformes structurelles, le Togo dispose aujourd'hui d'atouts importants pour poursuivre sa transformation. Son nouveau statut constitue moins un aboutissement qu'un point de départ vers une croissance plus inclusive, capable de produire des bénéfices durables pour l'ensemble de la population.

E.A

## Transport aérien en Afrique de l'Ouest

## Le Togo réduit les frais d'entrée pour les compagnies aériennes

**Le Togo a annoncé une réduction spectaculaire des frais d'entrée sur son marché aérien. Cette mesure a été présentée en marge de la première réunion du Comité de supervision économique du transport aérien de la Cédéao (ECATEOC), tenue les 2 et 3 juillet 2026 à Lomé. Selon le directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac), le colonel Idrissou Ahabou Abdou, le coût d'installation des compagnies aériennes passe de 200 millions à 3,5 millions de FCFA, soit une baisse de plus de 90 %.**

Jusqu'ici, l'accès au marché togolais nécessitait des

charges jugées élevées. Désormais, les autorités entendent lever ces barrières pour attirer davantage de transporteurs. « Vous pouvez désormais vous installer en tant que compagnie avec 3,5 millions au lieu de 200 millions », a déclaré le directeur général de l'Anac, évoquant une instruction des autorités nationales dans le cadre du Marché unique du transport aérien africain (Mutaa).

Cette réforme repose sur une logique économique assumée : favoriser la concurrence pour faire baisser les prix des billets. Selon le responsable de l'aviation civile, l'augmentation du nombre de compagnies entraînera

mécaniquement une pression concurrentielle bénéfique pour les usagers. L'objectif affiché est de renforcer l'attractivité de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé, appelé à devenir un hub régional.

Le ministre des Transports, Komlan Kadjé, a rappelé que la performance des plateformes aéroportuaires dépend de leur interconnexion. Pour lui, aucun hub ne peut prospérer isolément. La mesure s'inscrit également dans la dynamique communautaire engagée par la Cédéao, qui a décidé en décembre 2024 à Abuja de supprimer plusieurs taxes et de réduire de 25 % les redevances

aéroportuaires à compter de janvier 2026.

Dans la sous-région, le diagnostic reste préoccupant. Les passagers supportent en moyenne jusqu'à 66 charges différentes, tandis que les compagnies font face à plus de 100 frais par vol. Les coûts moyens atteignent 92 dollars par billet, contre 66 dollars en Afrique et environ 32 dollars en Europe ou au Moyen-Orient.

L'acte additionnel de la Cédéao prévoit la suppression de 4 taxes majeures et une baisse significative des redevances. Les projections estiment qu'une application complète pourrait réduire les prix des billets de 40 % et augmenter la demande de

20 à 30 %.

Pour assurer le suivi, l'ECATEOC a été mis en place afin d'harmoniser la mise en œuvre des réformes. La vice-présidente de la Commission de la Cédéao, Damtien Tchintchibidja, a insisté sur la nécessité de transformer les décisions politiques en résultats concrets pour les passagers.

Dans ce contexte, le Togo se positionne comme un acteur moteur, déterminé à accélérer l'intégration aérienne régionale et à faire de Lomé une plateforme stratégique de mobilité et de compétitivité.

E.A

## Promotion de l'énergie renouvelable

# La dynamique révolutionnaire du Togo

**Avec l'objectif de porter à 50 % la part du renouvelable dans l'utilisation de l'énergie électrique du pays à l'horizon 2030, le Togo ne ménage aucun effort. Sur l'initiative du gouvernement, un accent particulier est mis sur l'énergie solaire, avec à la clé plusieurs projets et réalisations à fort impact. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur le chemin parcouru et les résultats obtenus sur le terrain.**

Aujourd'hui, le monde ne peut compter sur les énergies fossiles pour relever les défis de l'accès des populations à l'énergie électrique. Et le Togo, avec une population de plus en plus croissante, en est bien conscient.

En s'inscrivant dans la droite ligne des Objectifs de développement durable (ODD), qui visent à assurer un accès à l'énergie électrique à toute la population, le Togo a depuis une décennie amorcé un nouveau dynamisme. Celui de rechercher des solutions durables à l'accès des populations à l'énergie électrique.

Dans cette marche, celle de promouvoir un accès qualitatif, durable et à moindre coût à l'énergie électrique aux populations, le gouvernement s'est fixé pour objectif de porter la part d'utilisation de l'énergie renouvelable, mieux du solaire, à 50 % à l'horizon 2030. Source d'énergie renouvelable provenant du rayonnement du soleil, l'énergie solaire est captée sous forme de lumière ou de chaleur avant d'être convertie en électricité. Cette énergie, selon les experts, a pour avantage d'être propre, renouvelable et inépuisable. Elle permet par la même occasion de réduire les factures d'électricité et les empreintes carbone (quantité de gaz à effet de serre rejetée dans l'air).

### Un fort engagement

Fidèle à son pacte national de l'énergie, qui ambitionne de garantir

l'accès universel à une énergie fiable, propre et abordable d'ici 2030, le Togo déploie des installations solaires innovantes. Ces dispositifs améliorent durablement les conditions de vie des populations et soutiennent le développement économique des communautés rurales.

Rien que dans la région des Plateaux, les chiffres à eux seuls donnent le ton. En 2024, 27 650 ménages de ladite région étaient équipés de kits solaires. Un an plus tard, en 2025, ce volume grimpe à 29 752 foyers. Une progression, qui traduit l'élargissement continu de cette technologie dans les foyers ruraux et périurbains.

Pour mesurer la portée de cette évolution, il faut la replacer dans le contexte démographique. Selon les données du RGPH-5, la région des Plateaux compte environ 1,6 million d'habitants. Dans un pays où un ménage regroupe en moyenne 4,2 à 4,5 personnes, cela représente approximativement entre 350 000 et 380 000 ménages sur l'ensemble du territoire régional.

Dans cette configuration, les quelque 29 752 ménages équipés en 2025 représentent une portion déjà significative du tissu domestique local. En d'autres termes, près d'un ménage sur douze bénéficie désormais d'une autonomie énergétique partielle grâce au solaire, un ratio qui, dans un contexte rural majoritaire, prend une dimension encourageante.

Ce mouvement n'est pas anodin. Il révèle une mutation progressive des habitudes énergétiques, portée par la diffusion de solutions hors réseau adaptées aux réalités de terrain. Le kit solaire, souvent composé d'un panneau photovoltaïque, d'une batterie et de points d'éclairage, devient un compagnon discret mais déterminant du quotidien.

Dans les villages

comme dans les petites agglomérations, cette technologie change la donne. Elle prolonge les heures d'activité après le coucher du soleil,

et l'organisation des circuits de vente locaux.

Un élan similaire dans la préfecture de Haho Enaoût 2025, 18 communes principalement situées

Les localités concernées sont Guézin, Agoto et Hounon Copé dans la commune Haho 1, ainsi qu'Agbodjodé, Semoné Copé et Aboudikpo dans



Le président du Conseil inaugurant une centrale solaire (archive)

sécurise les déplacements nocturnes et améliore les conditions d'étude des élèves. Elle permet également de maintenir une activité économique minimale dans les boutiques, ateliers et exploitations agricoles. L'enjeu dépasse le confort domestique. Dans une

dans la préfecture de Haho, localité située à environ 90 km au nord de Lomé, ont bénéficié d'un projet d'implémentation de l'énergie solaire.

Soutenu par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, le projet porte sur l'installation de mini-

les communes Haho 2 et 3.

Dans la commune Haho 1, l'énergie est prioritairement dédiée à l'alimentation des ménages et des microentreprises. En revanche, dans les communes Haho 2 et 3,



Entretien de plaques solaires (image prise en ligne)

région où l'activité agricole structure l'essentiel de l'économie, l'accès à une source d'énergie fiable facilite la conservation de certains produits, la transformation artisanale

réseaux photovoltaïques destinés à fournir de l'électricité aux ménages, aux activités génératrices de revenus et aux infrastructures collectives de ces villages isolés.

elle servira principalement à éclairer les services publics, les écoles et les espaces communautaires.

**Autres projets d'énergie solaire à fort impact**

C'est le cas du mécanisme Cizo lancé en 2017. Il vise à apporter l'électricité à plus de 2 millions de Togolais et à faire monter, aux côtés d'autres initiatives ambitieuses, le taux d'électrification nationale à 100 % d'ici 2030.

Pour atteindre cet objectif, des kits solaires domestiques en mode de paiement à l'utilisation sont distribués. En 2025, l'on notait plus de 312 700 foyers électrifiés grâce aux kits solaires du mécanisme Cizo.

Ces kits couvrent les besoins essentiels des ménages (éclairage, recharge de téléphones, radio) et soutiennent les activités agricoles, notamment pour le drainage de l'eau.

Au-delà des chiffres, les témoignages venus des hameaux électrifiés confirment l'impact de ces politiques. Les artisans, les commerçants et les agriculteurs y trouvent aussi un levier de compétitivité. Le solaire devient alors une ressource productive avec le projet Cizo.

Dans cette même logique, celle de faire de l'électricité un moteur de développement, l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER) a déployé 50 000 lampadaires solaires dans 4 599 localités rurales, à la suite d'une présentation officielle aux autorités en 2023. Un numéro vert, le 8707, a été mis en place pour permettre aux populations de signaler toute panne ou tout acte de vandalisme. L'offensive réduit significativement les inégalités d'accès à l'éclairage public entre les zones urbaines et rurales, améliorant ainsi les conditions de vie des habitants.

### Le Pravost et ses impacts

Projet d'appui au volet social du programme Cizo d'électrification rurale du Togo, le Pravost est un projet soutenu par la Banque africaine de développement (BAD). Il vise à améliorer l'accès durable à l'énergie solaire

dans les zones rurales du Togo.

En s'inscrivant dans une transition écologique pour le bien-être des populations vulnérables, le Pravost fournit de l'énergie hors réseau pour les foyers, les centres de santé, l'eau potable et l'irrigation.

### Quand les centrales photovoltaïques se multiplient

Dans sa recherche de solutions visant à promouvoir une énergie propre et à assurer l'accès à tous à une énergie de qualité, le Togo met le cap depuis des années sur la construction de centrales photovoltaïques.

C'est ainsi qu'en 2021, le président du Conseil a procédé à l'inauguration de la centrale photovoltaïque de Blitta. De 50 MWC, sa capacité est portée à 70 MWC, pour assurer une plus grande couverture des besoins énergétiques des populations.

Les ambitions ne s'arrêtent pas là. Des initiatives sont déjà engagées afin de porter la capacité totale à 100 MWC dans les prochaines années. Une telle montée en puissance dépasse largement le cadre technique. Elle représente d'abord un renforcement concret de l'offre énergétique nationale. Plus la production augmente, plus les possibilités d'alimentation des ménages, des entreprises et des services publics deviennent importantes.

Dans la vie quotidienne des citoyens, les implications sont nombreuses. Une capacité énergétique plus élevée favorise l'amélioration de l'accès à l'électricité dans plusieurs localités, notamment dans les zones insuffisamment desservies. Elle contribue également à réduire les risques de perturbations liés aux insuffisances de production.

Pour les populations, cela signifie des conditions de vie plus confortables : éclairage plus stable, meilleure conservation des aliments, accès facilité aux équipements domestiques et développement accru des

activités génératrices de revenus.

Les conséquences économiques apparaissent tout aussi importantes. Une énergie disponible en plus grande quantité soutient l'industrialisation, encourage l'implantation d'entreprises et améliore la compétitivité du

de production, mais de consolider un modèle énergétique plus résilient, capable d'accompagner la croissance démographique, les besoins économiques et les exigences environnementales.

Dans cette même vision, celle d'accroître la part

pays dans la promotion de l'énergie renouvelable, l'on estime en 2025, selon le ministère en charge de l'énergie et des mines, à 53 % la capacité nationale de production d'électricité avec un fort pourcentage du solaire.

### Relever les goulots d'étranglement



Image de la centrale photovoltaïque de Blitta (région Centrale)

pays. Les petites unités de transformation, les ateliers artisanaux, les commerces et les services dépendent fortement de la stabilité de l'approvisionnement. Dans les secteurs sociaux, les effets peuvent également être considérables. Les centres de santé bénéficient d'une alimentation plus sécurisée pour leurs équipements médicaux, tandis que les établissements scolaires peuvent améliorer leurs conditions d'apprentissage grâce à l'éclairage et aux outils numériques.

### Une promotion payante de l'énergie propre

L'extension progressive de la centrale de Blitta traduit par ailleurs une orientation stratégique vers les énergies propres. Le solaire permet de diversifier les sources d'approvisionnement tout en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles et aux importations énergétiques.

L'objectif des 100 MWC revêt ainsi une portée particulière. Il ne s'agit pas uniquement d'accroître un indicateur

de l'énergie renouvelable du pays, il a été aussi inauguré en 2021 la centrale thermique Kekeli Efficient Power, de 65 MWC pour l'alimentation de 250 000 ménages.

La construction d'une centrale photovoltaïque de 62 MWC à Sokodé, dans le centre du pays, et d'une autre de 42 MWC à Awandjélo à Kara dans la préfecture de la Kozah s'inscrit également dans la même vision.

C'est aussi le cas du démarrage, en mai 2025, des travaux de construction de la centrale photovoltaïque de Dapaong. Dotée d'une capacité de 25 MWC avec un système de stockage de 36 MWC, elle permettra de desservir 28 942 ménages.

La mise en œuvre de ces projets témoigne de l'engagement du gouvernement à respecter sa feuille de route et à offrir à chaque citoyen des conditions de vie meilleures, tout en accélérant l'inclusion énergétique du pays.

Aujourd'hui, et avec les efforts consentis par le

Si des résultats salutaires sont à mettre à l'actif du gouvernement, en ce qui concerne la promotion de l'énergie renouvelable, des difficultés n'en demeurent pas moins dans le déploiement de l'énergie solaire sur l'ensemble du territoire national.

Ces dernières sont relatives aux coûts élevés des équipements solaires, au financement des projets et à la gestion de l'intermittence de la production solaire.

L'absence d'une réelle organisation des acteurs de la filière, et le manque de pouvoir d'achat des consommateurs compliquent quelquefois l'atteinte des objectifs.

Pour relever les défis, le gouvernement n'a de cesse de mettre à contribution les partenaires au développement et les pays avancés dans le déploiement de ladite technologie. Objectif : porter la part du renouvelable à 50 % dans l'énergie électrique du pays à l'horizon 2030 et assurer un accès électrique à toute la population, sans distinction aucune.

**Caleb Akponou**

## Introspection

Tu es diplômé sans emploi ou étudiant et c'est toi qui veux sortir avec une étudiante ou lycéenne. Mon frère, ta vie sera ruinée. Il faut chercher les blessées de guerre ou divorcées qui ont déjà ouvert un fufu bar.

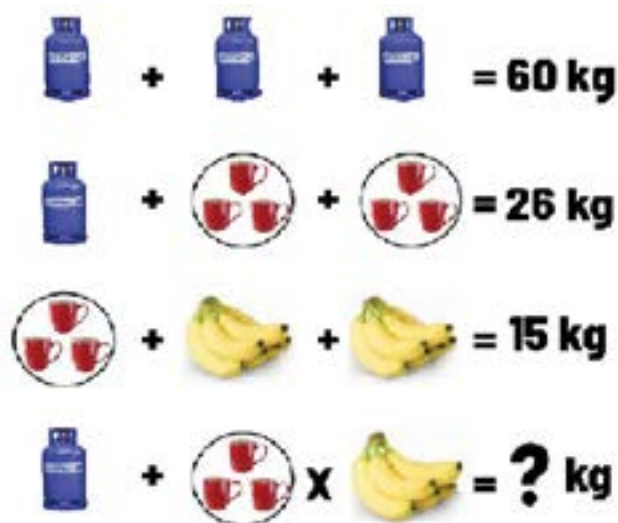
A chaque fois que tu y vas, elle crie: << Atavi est là, donnez lui la place.>> On te sert avec de gros morceaux de viandes et à ton départ, elle te donne encore 2000 F pour ton carburant. Et déjà vers 19H elle t'appelles pour la vidange. Quoi de plus beau !!!

## Citation du jour

Sommes-nous aveugles et hypocrites pour oublier que l'essence même de ce que nous sommes tous est bestiale ? Manger, dormir, se reproduire... Et tuer pour survivre, s'il le faut. L'aurait-on oublié ? La société nous a appris à cacher cet aspect primaire sous des couches de vernis, mais au fond, tout au fond, nous sommes encore ces mêmes bêtes, comme toutes celles qui arpentent cette foutue planète, peut-être que ce qui nous différencie d'elles, c'est notre capacité à nous fabriquer ces vernis.

Maxime Chattam, Maléfices

## Trouvez la bonne réponse



## Clin d'oeil

Si vous défendez toujours l'erreur de vos enfants, soyez sûr qu'un jour vous embaucherez un avocat pour défendre leurs crimes, car la discipline n'est pas égale à la maltraitance de ceux-ci.

## Questions du jour

Votre fille de 16 ans lycéenne, doit retourner à l'Internat après les vacances. En bon père ( ou bonne mère ) vous l'avez accompagnée à la gare pour prendre le bus. Elle a pris place devant vous et vous êtes parti(e). Après 3 heures, on vous fait savoir que le bus que votre fille a pris a eu un accident et il n'y a aucun survivant...

Pendant que vous êtes troublé, abattu et cherchant quoi faire pour récupérer sa dépouille, votre portable sonne. Vous le prenez et c'est le nom de votre fille qui s'affiche. Vous décrochez avec beaucoup de peur et une voix semblable à celle de votre fille vous dit : "Papa, je n'étais pas dans ce bus, mon copain avait insisté à ce que je passe la journée dans sa maison avant d'aller à l'internat. Il a tellement insisté que je suis descendue du bus pour aller chez lui".

## Questions

1- En qualité de père ( mère ), que direz-vous à cette enfant ? Justifiez votre réponse.

2- Quelles leçons tirez-vous de cette situation ?

Vos réponses sont vivement attendues.



Entre les trois foyers A, B et C, lequel préférez-vous? et pourquoi?

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

## BIBLIOTHEQUES

**BIBLIOTHEQUE NATIONAL:** Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

**CENTRE CULTUREL LOYOLA** Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

**INSTITU FRANÇAIS DE LOME:** Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

## LIBRAIRIE

**GRAIN DE PENSEE:** 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

**LIBRAIRIE BON PASTEUR:** Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

**LIBRAIRIE BONNE SEMENCE:** Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

**LIBRAIRIE STAR:** Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

## ESPACES CULTURELS

**CENTRE BRIN DE CHOCOLAT:** Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

**CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN;** Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

**CENTRE CULTUREL: LOYOLA;** Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

## MANNEQUINAT &amp; HÔTESSE

**ALLURE MODE AGENCE;** Tel: 99 22 04 62

**CHALLENGE AGENCE;** Tel: 92 27 91 66

## SALLE DE CINEMA

**HARMONIE SIGNATURE:** Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

**CANAL OLYMPIA:** Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

**CINEMA GREENFIELD;** Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

## AGENCE DE COMMUNICATION

**AG Partners:** Sise à Cassablanca

[www.couleurafrique.com](http://www.couleurafrique.com)

**Larry Event Day (LED)**

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

**CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

**RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

**LE CHAMPION SUPER MARCHÉ:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

**MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marche Le Champion)

**MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marché RAMCO)

**PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

**AFT:** Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

**COURS DE CAPOEIRA:** Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

**COURS DE ZUMBA:** HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

**COURS DE ZOOMBA** (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

**CIE CADAM** (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

**SALSA** (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

## AVIATION

**AERO-CLUB DU GOLFE** (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

## COURRIER EXPRESS

**DHL** (Qtier Nyékonakpœ, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

**EMS TOGO** (Tél: 22 26 70 51)

**FEDEX** (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

**TOP CHRONO** (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

**SDV EXPRESS** (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

**MOOV:** Tél: 22 20 13 20

**TOGO CELLULAIRE:** Tél: 22 22 66 11

**TOGO TELECOM:** Tél: 22 21 47 14

## SANTÉ GENERALISTES

**DR CORINNE JOULIN-KARKA;** Tél: 22 23 46 77

**CLINIQUE BIASA;** Tél: 22 21 11 37

**CLINIQUE SAINT-RAPHAËL;** Tél: 22 25 92 77

**CHU TOKOIN;** Tél: 22 21 25 01

**CHU CAMPUS;** Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

**HORLOGE PARLANTE;** Tél: 116

**CLINIQUE UNIDIAL** spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

**RESTAURANT LE TABLIER** (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

**HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

**HÔTEL BALKAN** (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

**LE MERLOT** (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

**Le NAUTILUS-FITNESS:** HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

**BODYBUILDING-CLUB** (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

**GYM CENTER** (Qtier Nyékonakpœ, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

**GYM FIL «O» PARC** (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

**GYM GHIS PALACE** (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

## RDC/Politique

## L'Union africaine tente des consultations de la classe politique congolaise

**Le chef de l'Etat burundais Évariste Ndayishimiye, président en exercice à la tête de l'Union africaine, a convié plusieurs figures de l'opposition congolaise à des consultations sur la situation politique, sécuritaire et institutionnelle en République démocratique du Congo. Conséquence immédiate : la Coalition Article 64 (C64) a reporté au 22 juillet sa marche pacifique initialement programmée le 8.**

Reste une question, que les invités eux-mêmes ne tranchent pas : Évariste Ndayishimiye parle-t-il en allié de Kinshasa ou en président de l'Union africaine ? Jean-Marc Kabund a ouvert le mouvement, quittant Kinshasa vendredi soir. Martin Fayulu lui a emboîté

le pas samedi, arrivant à Bujumbura avec un cahier des charges qu'il défend sans relâche depuis plus d'un an : aucun troisième mandat pour Félix Tshisekedi, et la convocation urgente d'un dialogue national inclusif. À cela s'ajoute une exigence humanitaire, la libération de Benjamin Babunga Watuna, blogueur et humanitaire congolais détenu à Bujumbura depuis le 27 mai pour ses analyses critiques de la crise. Chez Delly Sesanga, la prudence domine. Il redoute que l'initiative burundaise ne vienne complexifier un paysage déjà saturé de médiations, celles de Luanda, celles de l'Union africaine, et mise plutôt sur la capacité d'Évariste Ndayishimiye à convaincre Félix Tshisekedi

de privilégier le dialogue. L'invitation dépasse le seul cercle de la C64 : le prix Nobel de la paix Denis Mukwege, la Conférence



**Le président burundais Évariste Ndayishimiye**

épiscopale nationale du Congo et l'Église du Christ au Congo, deux institutions religieuses engagées dans leur propre Pacte social pour

la paix et le vivre-ensemble, figurent parmi les sollicités. Le camp de Joseph Kabila, qui conteste le rôle de Gitega dans la crise sécuritaire

et l'exigence d'un dialogue national inclusif. L'initiative aurait été évoquée, selon les informations, lors de la visite d'Évariste Ndayishimiye à Kinshasa, le 23 juin. Allié de poids face au Rwanda et à l'AFC/M23, le président burundais s'impose désormais comme un interlocuteur incontournable. Des sources gouvernementales assurent que Gitega veut d'abord jauger l'ampleur de la crise avant de s'engager plus avant. D'autres y décèlent une nouvelle manœuvre du pouvoir congolais, après l'échec du ralliement de l'Angola à son projet d'États généraux, sur fond, déjà, de révision constitutionnelle.

**T.M.**

## Sénégal/Politique

## Le président Diomaye Faye rompt les amarres et crée son propre parti

**Devant plus de 300 maires de la coalition Diomaye Président, réunis le vendredi 3 juillet au Palais de la République, Bassirou Diomaye Faye a annoncé son intention de créer sa propre formation politique. Il officialise ainsi une rupture avec Ousmane Sonko et le Pastef.**

Le chef de l'État a chargé Aminata Touré, superviseure générale de sa coalition, de mettre en place un comité de réflexion. Sa mission : poser dans les meilleurs délais les fondations de la future formation, règlement intérieur, programme, sigle et nom, appelée à remplacer la coalition Diomaye Président. « On est 500 partis et organisations, et chacun est dans son parti et dans la coalition. Il faut une unité plus organique pour aller vers les élections municipales », justifie Aminata Touré.

Au-delà des locales, c'est la présidentielle de 2029 qui dessine déjà les calculs. Côté Pastef, la réaction ne s'est pas fait attendre. Ayib Daffé, chef du groupe parlementaire, dénonce une contradiction : « C'est un peu étonnant de la part d'un président de la République qui avait annoncé se mettre au-dessus de la mêlée. C'est une volte-face guidée par des calculs politiques et électoralistes. »

L'affaire prend une dimension statutaire. Cofondateur du Pastef en 2014 aux côtés d'Ousmane Sonko, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, Bassirou Diomaye Faye en demeure, pour l'heure, président d'honneur, une position que la brouille entre les deux hommes rend chaque jour plus symbolique. Ayib Daffé le rappelle sans détour : les statuts du parti assimilent l'adhésion à une autre formation à une démission de fait.

Le calendrier institutionnel ajoute une pression supplémentaire. Les députés Pastef ont voté, lundi 29 juin, une réforme constitutionnelle instaurant l'incompatibilité entre la présidence de la République et la direction d'un parti, un texte que Bassirou Diomaye Faye a lui-même annoncé vouloir soumettre à référendum. Reste à savoir si la nouvelle formation présidentielle verra le jour avant que cette même réforme ne referme la porte que le président s'appête à franchir.

**T.M.**

## AES/CPI

## L'AES claque la porte de La Haye

**Le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont formellement notifié, le 24 juin, leur retrait du Statut de Rome au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, dépositaire du traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI). Les notifications, déposées le 24 juin et enregistrées le 30 juin par les services de l'Onu, lancent officiellement la procédure prévue par le Statut de Rome. Reste un délai incompressible : conformément aux règles du traité, ces retraits ne prendront effet qu'un an après leur notification, soit en juin 2027 pour le Mali et le Burkina Faso, un peu plus tôt pour le Niger.**

Le grief est identique, décliné en trois formulations. Ouagadougou estime qu'« au fil du temps, la Cour s'est progressivement éloignée de ses idéaux fondateurs, devenant un outil sélectif et politisé, au détriment de l'impartialité et de l'objectivité ». Bamako dénonce, de son côté, une « justice pénale internationale équitable » désormais « régulièrement entravée par l'instrumentalisation de la Cour à des fins politiques ». Niamey avait ouvert la voie le 18 juin en pointant un « détournement d'objectif » et « l'instrumentalisation de cette juridiction ». Cette étape judiciaire n'a rien d'improvisé. Le 22 septembre



**Les dirigeants de l'AES au premier plan de l'image**

2025, les trois pays, réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), avaient déjà annoncé conjointement leur intention de quitter le Statut de Rome, la qualifiant alors d'« instrument de répression néocoloniale aux mains de l'impérialisme ».

Face à ces départs coordonnés, l'Assemblée des États parties a tenté la voie de l'apaisement. Dans son communiqué du 1er juillet, elle a dit « regretter » ces retraits, tout en rappelant que chaque État demeure souverain dans sa décision d'adhérer ou non au traité. Un ton mesuré qui n'a rien changé sur le fond. Côté organisations de défense des droits humains, l'inquiétude est plus vive : pour Marceau Siviède, directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, cette décision « menace de priver des milliers de victimes de la possibilité d'obtenir vérité, justice et

réparations ». Sur le plan strictement judiciaire, le retrait ne produit aucun effet rétroactif : il ne met pas fin aux affaires en cours contre le Mali, notamment les dossiers Al-Mahdi, Al-Hassan et Iyad Ag Ghali. Un paradoxe qui résume assez bien la portée de ce geste, hautement symbolique dans le récit souverainiste que les trois juntas construisent depuis leur rupture avec Paris, mais sans prise sur le contentieux déjà ouvert devant les juges de La Haye.

Ce retrait s'inscrit dans une trajectoire plus large de désengagement des trois capitales vis-à-vis des instances multilatérales occidentales, dont la fermeture annoncée, d'ici au 30 novembre, du bureau du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme au Burkina Faso n'est que la dernière illustration.

**T.M.**

**Football****Le championnat national U17 rebaptisé Mixx challenge U17**

**Le championnat national de football des moins de 17 ans change de nom et devient officiellement « Mixx Challenge U17 ». Ce changement de dénomination est intervenue le 29 juin 2026, à la suite d'un accord entre la Fédération togolaise de football (FTF) et Mixx by Yas. À travers ce partenariat, il sera question d'investir dans la jeunesse pour construire l'avenir du football togolais.**

Devant débuter le 11 juillet prochain à Kara, le championnat U17 prend une nouvelle dimension. Désormais intitulée Mixx Challenge U17, cette compétition nationale dédiée aux moins de 17 ans bénéficie du soutien de Mixx by Yas, du groupe Togocom.

La signature de cet accord marque la rencontre de deux institutions unies par une même conviction : la jeunesse togolaise est la richesse la plus précieuse du pays et elle mérite d'être soutenue, encadrée et projetée vers l'excellence. Prenant la parole lors de la cérémonie officielle, Catherine Savery, directrice générale de Mixx by Yas Togo, n'a pas manqué d'expliquer les raisons de cet engagement.

« Nous avons choisi de sponsoriser le challenge U17 parce que l'avenir, ce sont les jeunes. En investissant dans les jeunes, Mixx by Yas

Togo investit dans l'avenir. Les grands joueurs sont tous passés par une phase de jeunesse. C'est pour cela que Mixx by Yas Togo s'engage. Notre projet est de les accompagner dans leur épanouissement et leurs opportunités de détection à travers la compétition », a-t-elle expliqué.

Prenant la parole, le colonel Guy Kossi Akpovy, président de la FTF, a souligné la portée de cet accord pour la promotion de la jeunesse du pays.

« Je suis convaincu, que ce partenariat marquera une étape importante dans l'histoire du développement du football des jeunes au Togo », a-t-il mentionné.

Soulignant que la signature de cet accord va bien au-delà d'un engagement institutionnel ou commercial, le patron de la FTF a aussi rappelé que, derrière chaque jeune talent, se cache une histoire, une ambition, parfois même un destin en construction.

« Aujourd'hui, partout dans notre pays, des milliers de jeunes garçons nourrissent un rêve. Le rêve de jouer au football, de porter un jour les couleurs de leur club, de leur ville, de leur région, voire de la sélection nationale. Notre responsabilité collective est de créer les conditions qui permettront à ces rêves de s'exprimer et de

grandir », a-t-il indiqué avant de poursuivre : « soutenir le football des jeunes, ce n'est pas seulement accompagner une compétition. C'est participer à la construction

différentes rencontres, des observations et des évaluations seront menées afin de mettre en place une sélection nationale U 17 », a-t-il fait remarquer. Cette approche confirme

participer les adolescents de manière efficace à la future génération du football national.

Pour le directeur technique national, il sera question, dans le



**Guy Akpovi à (g), président de la FTF et Catherine Savery à (d), directrice générale de Mixx by Yas Togo**

de parcours de vie, encourager l'excellence, promouvoir le mérite et contribuer à l'éclosion des talents de demain. »

**Détecter les talents de demain**

Pour Dodzi Eklou-Siabi, directeur technique national de la FTF, le Mixx Challenge U17 est bien plus qu'une compétition : c'est un outil de construction au service de la sélection nationale.

« Ce tournoi est dédié aux U17 et nous permettra de constituer des sélections régionales qui s'affronteront. À l'issue des

la volonté de la FTF de bâtir un vivier de talents solide, capable d'alimenter les futures sélections nationales en joueurs formés, détectés et préparés dans les meilleures conditions.

**Quid de l'organisation ?**

Douze équipes provenant de diverses régions du pays participeront au « Challenge U17 ». Ce tournoi vise à être un terrain d'apprentissage, d'identification et de mise en valeur des jeunes talents togolais. Mieux, il sera question, à travers le championnat U17, de faire

cadre de l'organisation du championnat, d'intensifier les tournois de jeunesse pour fournir un cadre compétitif propice à l'épanouissement des talents à venir.

À noter que le championnat U17, qui sera à sa première édition à partir du 11 juillet 2026 est une initiative de la FTF, pour marquer sa volonté de bâtir un avenir radieux pour le football, en mettant l'accent sur l'éducation et le suivi des jeunes comme axe principal de développement.

**TM-FTF**

**Championnat Afrique de l'ouest d'aviron****Le Togo rafle 26 médailles**

**Le Togo marque sa supériorité dans le Championnat régional d'Afrique de l'Ouest d'aviron. Déroulée du 24 au 29 juin 2026 à Lomé, la compétition a connu la participation de cinq (5) pays à savoir le Bénin, le Nigeria, le Sénégal, le Togo et la Sierra Leone.**

Au terme de ce championnat ouest-africain, le Togo a réussi à imposer son hégémonie en raflant 26 médailles dans les disciplines d'aviron classique et d'aviron de plage.

Avec 5 médailles d'or, 8 d'argent et 9 de bronze, le Sénégal, avec 21 médailles, se classe deuxième, devant le Bénin qui arrive troisième avec 3 médailles d'or, 12 d'argent et 8 de bronze. Avec quatre médailles de bronze,

le Nigeria se positionne en quatrième place, tandis que la Sierra Leone termine la compétition sans aucune médaille.

En simple, en double et en mixte, treize finales régionales ont eu lieu dans les deux disciplines, en présence de Dr. Abdul-Fahd Fofana, ministre délégué chargé des Sports et de la Jeunesse.

Au terme du tournoi, le ministre n'a pas manqué de se féliciter de la performance des rameurs togolais qui se sont montrés les meilleurs dans toutes les catégories réunies. Aussi, a-t-il salué le dévouement des responsables et encadrants de la Fédération togolaise d'Aviron (FETAV).

Selon Anani Messan,

président de la FETAV, la récolte du Togo est le résultat d'un travail conjoint avec les athlètes pour maintenir un standard élevé. À en croire ce dernier, le Togo est le pays qui possède



**Photo de famille du staff et des médaillés du Togo**

aujourd'hui la flotte de navires la plus importante de la sous-région. Cela a été possible grâce à l'appui du gouvernement, et de

l'Allemagne qui accompagne le Togo dans la construction d'un centre d'aviron.

« Nous sommes déjà en train de nous préparer pour Dakar 2026 et les Jeux olympiques de Los Angeles.

Pour relever ces défis, l'engagement de chacun est essentiel », a mentionné M. Messan.

Tout en se félicitant de

la bonne organisation du championnat, David Gbadamassi, président de la Fédération béninoise d'aviron, rappelle cependant que l'aviron en Afrique de l'Ouest a du chemin pour pouvoir rivaliser avec les grands du continent.

« Les pays d'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud dominant encore les championnats d'Afrique et les qualifications aux championnats du monde ainsi qu'aux Jeux olympiques. Nous espérons que les nouveaux mécanismes de repêchage offriront davantage d'opportunités aux pays de notre sous-région », a-t-il souhaité.

**Caleb A.**

Lomé / 3<sup>e</sup> édition « Di-kéti » 2026

## Un levier entrepreneurial togolais

**Chefs de PME, dirigeants de PMI, femmes du secteur informel, jeunes entrepreneurs et porteurs de projets ont investi la Maison des Jeunes d'Amadahomé avec une même volonté : apprendre à mieux gérer, développer et pérenniser leurs activités dans un contexte économique en constante évolution. Ils ont pris part, ce 03 juillet à la Maison des Jeunes à Amadahomé à Lomé, au grand rendez-vous entrepreneurial togolais dénommé « Di-kéti ». Au programme, 3 jours de partage d'expériences avec des experts et investisseurs.**

Cette rencontre majeure initiée par le gouvernement togolais, à travers l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME), placée sous le thème : « Comment faire grandir son entreprise et la pérenniser dans un environnement africain en mutation », a été présidée par Mazamesso Assih, le ministre du Développement à la Base et de l'Économie sociale et solidaire. Elle vise à bâtir un tissu entrepreneurial résilient, compétitif et innovant. L'événement

attend près de 5 000 acteurs économiques : des porteurs de projets, des investisseurs et experts. Au menu de cette plateforme nationale, il a eu des espaces d'apprentissage

l'entrepreneuriat africain. Parmi ces têtes d'affiche inspirantes, on a l'invité d'honneur monsieur Mossadeck Bally (Fondateur et président du Groupe Azalaï Hotels, l'intervenant

partage d'expérience entre ceux qui ont déjà créé des entreprises et ont réussi, et ceux qui se lancent dans l'entrepreneuriat, c'est une initiative que nous encourageons et qui est essentielle. Puisque c'est cette démarche qui permet d'avoir des vrais entrepreneurs dans un pays. Il y en a qui ont eu du succès, donc s'ils réussissent dans le même environnement et le même contexte que vous, il n'y a pas de raison que vous n'y arriverez pas. Donc c'est bien que cette expérience soit partagée, c'est bien que cette expérience soit vécue ensemble et progressivement arrivée à quelque chose de soutenable », a déclaré Stanislas Zézé.

entre les entrepreneurs, les investisseurs, les institutions financières et les marchés.

Elle a également souligné que les mutations économiques imposent désormais aux TPME de repenser leurs modèles de développement. Pour relever ces challenges, le gouvernement place leur accompagnement au cœur de son action, orienté par 3 priorités : protéger les entrepreneurs grâce à un environnement plus favorable, rassembler l'ensemble des acteurs de l'écosystème et transformer les pratiques par l'innovation, la formation et l'accès aux marchés.

À travers ce rendez-vous, le gouvernement réaffirme sa volonté de faire de l'entrepreneuriat un véritable moteur de création d'emplois et de richesse. Il pense aussi activer la mutation des TPME en misant sur la protection des entrepreneurs par un meilleur accompagnement et le partage d'expérience.

**Eros Dagoudi**



**Mazamesso Assih, ministre du Développement à la Base et de l'Économie sociale et solidaire**

: conférences de haut niveau masterclass et ateliers pratiques, des opportunités d'affaires : séances de networking et espaces d'exposition. Cette troisième édition de « Di-kéti » ou "rencontre d'échanges" a réuni plusieurs personnalités reconnues du monde des affaires et de

clé, Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Corporation ; et tant d'autres.

L'ambition de cette 3<sup>e</sup> édition « Di-kéti » est de transformer l'écosystème. Au-delà du partage d'expérience, Di-kéti est une plateforme pensée pour créer de la valeur. « Le

Les principaux objectifs se caractérisent par le renforcement des compétences techniques des TPME, favoriser les partenariats stratégiques et stimuler l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Selon la ministre Mazamesso Assih, la véritable valeur de « Di-kéti » réside dans les connexions qu'il crée

**Fortes pluies du 28 et 29 juin dans le Golfe de Guinée**

## 5 décès et d'importants dégâts, selon le bilan officiel du gouvernement togolais

**Quelques jours après les fortes pluies qui se sont abattues sur les pays du Golfe de Guinée, le gouvernement togolais a dressé un bilan suite au déploiement du Plan d'organisation de la réponse de la sécurité civile (Plan Orsec) dans les régions Maritime, Plateaux, Centrale et particulièrement, le District autonome du Grand Lomé.**

Le Plan Orsec qui a permis de limiter les conséquences humaines et matérielles des fortes pluies d'il y a quelques jours n'a pas seulement été une réponse rapide du gouvernement face à l'urgence. Il a aussi permis de dresser le bilan des dégâts et des pertes.

« L'action coordonnée des différents acteurs a permis de limiter considérablement les



**Un bassin de rétention d'eau de pluie à Lomé**

conséquences humaines et matérielles de cet épisode météorologique. A ce jour, le bilan provisoire fait état de cinq (05) décès, d'importants dégâts matériels ainsi

que d'importantes perturbations de la circulation », écrit le gouvernement dans un communiqué, tout en précisant qu'une évaluation exhaustive

et multisectorielle des dommages et des besoins est en cours.

### Prévention et réduction des risques

Dans son communiqué, le

gouvernement a invité les acteurs de la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes à renforcer les actions de prévention des risques de catastrophes. Un accent particulier a été mis sur « le curage systématique, complet et permanent des caniveaux, l'entretien régulier des ouvrages de drainage, la libération des emprises des voies d'écoulement d'eaux ».

Le gouvernement a en outre invité les acteurs engagés dans l'aménagement et l'assainissement des villes à renforcer les dispositifs de gestion des eaux pluviales et des ordures, afin de résoudre durablement la vulnérabilité des zones exposées.

**Affoh-Djèlè Alarba**

# PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANÇÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



\*Offre soumise à conditions

**0** TAUX  
**%**

**1<sup>ER</sup> JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026**

**JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET**

**SUR 12 MOIS**

**La Banque Autrement**

<https://togo.coris.bank>

